

CAPSO TERRE CMG RENNES

du 28 mai 2026

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

FO Défense souhaite, en ouverture de cette CAPSO, rappeler l'importance de cette instance pour les personnels Ouvriers de l'État. Elle constitue un moment essentiel du dialogue social, garantissant à la fois la transparence, l'équité et la reconnaissance des parcours professionnels.

Cependant, les évolutions actuellement envisagées suscitent de fortes inquiétudes. La réduction du nombre de CAPSO, présentée comme une mesure de simplification, fait peser des risques réels sur la qualité de nos travaux.

Certes, la CAPSO TERRE du CMG de Rennes continuera sous son format actuel, mais nous voulons montrer la solidarité de ses membres envers tous les élus qui vont devoir négocier et prendre sur leur temps, se déplacer sur des périmètres qui sont énormes et maîtriser des activités qui leur sont méconnues.

FO Défense voudrait rappeler que les élus sont les garants de la continuité des pratiques d'avancements au sein de leurs établissements, mais malheureusement ils ne sont pas toujours écoutés.

Nous prenons le risque de perdre ce qui fait la force de ces instances : la connaissance des situations individuelles, la prise en compte des réalités locales et la capacité à examiner les dossiers avec attention et justesse.

Cette évolution pourrait conduire à un affaiblissement du suivi des carrières, à une forme de standardisation des décisions, et à un éloignement des préoccupations concrètes des agents. À terme, c'est aussi la confiance en ce système qui pourrait être fragilisée.

FO Défense tient également à souligner que les difficultés rencontrées aujourd'hui ne trouvent pas leur origine dans l'existence des CAPSO, mais bien dans des règles de gestion devenues inadaptées. C'est en priorité ce cadre qu'il conviendrait de revoir avant d'engager toute transformation des instances. Le maintien d'instances de proximité n'est pas un luxe, mais une nécessité pour garantir un dialogue social efficace et respectueux des spécificités de chacun.

De plus, les transformations successives RH ne font qu'affaiblir le processus de CAPSO et nuit à la carrière des agents.

Pour toutes ces raisons, **FO Défense** réaffirme son attachement à des CAPSO à taille humaine, proches du terrain et pleinement en capacité de remplir leur rôle.

Nous rappelons aussi, que les Ouvriers de l'État sont attachés à leur établissement, à leurs métiers et à leur environnement de travail. Face à un industriel qui bénéficie de budget conséquent de la part de l'Etat, des investissements qui doivent répondre aux exigences du climat de conflit actuel, l'Ouvrier d'Etat qui ne bénéficie pas de cet investissement est en droit de penser : et NOUS ?

En effet, le volume octroyé à l'avancement reste trop faible. Comment fidéliser, attirer, former ? Le faible taux ne montrerait-il pas une volonté de réduire le nombre d'Ouvrier d'Etat à terme ? Malgré des recrutements qui restent très cloisonnés aux besoins du MCO terrestre, il est important de moderniser nos instructions qui restreignent des embauches à 21 professions. Rappelons





DECLARATION

que dans les années quatre-vingt-dix, le ministère de la Défense comptait 80 000 ouvriers de l'État. En 2015, il y avait encore un peu plus de 17 000 OE. Dix ans plus tard au ministère des armées il reste moins de 10 000 personnels à statut ouvrier. Cette déflation est antinomique à la volonté de souveraineté de notre institution C'est tout autant désolant qu'inquiétant, parce que si ce gouvernement souhaite avoir encore des personnels militaires qui puissent être opérationnels demain, il faut également des personnels civils avec des postes pérennes associant un déroulé de carrière digne de ce nom. Stoppons cette disparition programmée des ouvriers de l'État.

Le monde est en train de changer, et d'évoluer. A l'heure où l'IA menace certains emplois **FO Défense** réaffirme que seule la réouverture des écoles de formation ouvrière pourrait répondre aux besoins du moment. Où en est la réflexion de notre ministère et de l'Armée de Terre sur la question de la formation de nos agents et surtout nos Ouvriers de l'Etat?

A l'heure où une rallonge de 36 milliards a été validée pour notre ministère, nous exigeons un taux d'avancement minimum de 25% pour toutes les catégories d'Ouvriers de l'État. Seule une politique ambitieuse d'avancement assurera une véritable progression de carrière et une juste reconnaissance, gage de nos compétences et de notre technicité professionnelle. Il en va aussi de notre pouvoir d'achat.

Toutefois, **FO Défense** s'interroge sur la campagne de répartition du Gr7 : pourquoi celle-ci n'a pas été équitable envers tous les employeurs ? Et pourquoi les élus n'ont pas été associés au choix des professions ?

FO Défense se réjouit de cette 2nd vague pour la fidélisation, mais il serait bien en matière d'équité de faire avancer les autres groupes dont les plus anciens, fidèles à l'institution depuis de très nombreuses années.

Nous demandons la nomination systématique des Ouvriers de l'État dès le 1er janvier de l'année concernée par la CAPSO. Cette égalité de traitement est indispensable à la reconnaissance et à l'équité entre personnel.

Dans ce contexte, les élus **FO Défense** tiennent à réaffirmer avec force leur engagement. Ils demeureront pleinement mobilisés, vigilants et disponibles tout au long des travaux de cette commission et au-delà. Nous continuerons à porter la voix des personnels avec détermination, à examiner chaque situation avec exigence et à intervenir chaque fois que nécessaire.

Parce que derrière chaque dossier, il y a un agent, un parcours, une reconnaissance attendue, **FO Défense** ne transigera pas sur ses principes. Nous défendrons, coûte que coûte, les intérêts des personnels Ouvriers de l'État, des chefs d'équipe et des TSO, en veillant au respect des droits, à l'équité de traitement et à la reconnaissance des compétences et de l'engagement de chacun.

Merci de votre attention.

Rennes, le 28 mai 2026.

